

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Synthèse opinion à ce stade et premières réflexions pour la suite.

L'opinion est dans l'ensemble restée sur les lignes qui sont apparues immédiatement, transmises hier soir.

1. Il y a encore beaucoup d'émotions, de besoin d'explications précises sur les faits, et d'attentes d'actions sur la sécurité immédiate. Les institutions, par fonction, restent attendues. Les polémiques politiques nettement rejetées.

Nous pouvons continuer à souligner le contraste entre ceux qui sont dans la polémique et ceux qui sont dans l'action.

2. Les réactions sont cependant nettement durcies par rapport à janvier. Il n'y aura sans doute ni la même sidération, ni la même indulgence, ni les mêmes réflexes républicains.

De nouveaux « effets Charlie » se verront sûrement dans les métropoles ou auprès de publics ciblés (réseaux sociaux notamment), mais la France qui n'était déjà pas dans la rue le 11 janvier sera cette fois-ci beaucoup plus dure.

A l'inverse, les représentations populistes (demande de réactions brutales, pouvoir autoritaire – parfois milices –, stigmatisation de l'immigration et de l'islam, mise en cause du gouvernement) se solidifient et se propagent. Elles font basculer des hésitants, qui voient ces attaques comme la validation de cette grille de lecture. N. Sarkozy a cherché à rattraper ces gens, mais se décale – au point de peiner à voir ce qui le distingue idéologiquement de M. Le Pen.

En face, à gauche comme au centre droit, on trouve beaucoup de doutes, et des représentations encore un peu malléables. Mais les tentations de suivre les dérives pourraient être grandes si l'on ne propose pas un projet alternatif fort, cohérent et clair à l'offre populiste qui est, elle, très bien comprise.

Il est clair qu'il n'y aura pas d'union nationale large. Le FN et une partie de la droite ne pourront pas suivre. Nous devons donc porter ce projet et la maintenir avec ceux qui le peuvent, et notamment être le plus solide et solidaire possibles avec le centre et centre-droit.

3. Sur les attentes et réponses possibles (présentées au Congrès ?) :

- A) *La réponse sécuritaire* est un préalable pour que le reste soit entendu. Elle ne peut qu'avoir énormément de force, ne donner aucune prise à l'impression d'hésitation ou de cacher des bouts de réalité même dérangeants.

Il faut sans doute se préparer à des polémiques, notamment sur les moyens donnés aux forces de l'ordre en plus de notre politique internationale (propos rapportés des terroristes du Bataclan et la déclaration de B. El Assad).

- B) *Une réaffirmation forte de la distinction entre asile et immigration.* Les conséquences des attaques (et du passeport syrien d'un des assaillants) sur la perception des réfugiés pourraient être incontrôlables, d'autant que nous avons largement laissé l'opinion à elle-même sur ces représentations. Les réfugiés perdent depuis quelques temps leur statut à part aux yeux des Français et sont de plus en plus amalgamés aux migrants (et à toutes les craintes qui y sont liées). Si nous n'y mettons pas un coup d'arrêt, c'est l'acceptabilité même du droit d'asile qui pourrait rapidement être remise en cause.

Il paraît essentiel de réaffirmer très directement aux Français que le droit d'asile est un principe qui, même si c'est difficile, ne peut pas être négociable. Quitte à trouver les moyens de renforcer les contrôles s'il s'avère que des assaillants s'étaient bien fait passer pour des réfugiés, afin de conserver une crédibilité. Dans le champ politique, peu peuvent contredire (même M. Le Pen n'a pas pu dire publiquement l'inverse) : plus on le dira fort, plus on tuera le débat.

Mais, comme en janvier, la réponse sécuritaire ne pourra pas résumer notre action. Un projet alternatif aux tentations populistes doit être beaucoup plus large pour *répondre par autre chose que l'exclusion ou le repli, et de façon crédible, aux questionnements légitimes sur la cohésion de la société, sa capacité à rester debout ensemble et à faire front commun.*

Cela pourrait passer par :

- C) *La relance des outils de la citoyenneté (au besoin coercitifs), de l'éducation, et de la mise en emploi des jeunes.* C'est le cœur du sujet pour tenter de dévier le débat de sa pente naturelle qui sera au repli et à la recherche de boucs-émissaires. Si notre société produit des radicaux, c'est bien qu'il y a un problème de collectif : la République doit montrer qu'elle est capable de re-fabriquer du commun, sans laisser la définition de ce qui nous fait tenir ensemble aux injonctions identitaires.

Il faudra des propositions très fortes pour dissiper les doutes (cela va être de plus en plus difficile à défendre), et nouer le débat sur autre chose que l'identité de la Nation et le tri entre ceux qui méritent d'y être et ceux qu'il faudrait exclure.

Relance du service civique obligatoire ? Plan massif pour l'apprentissage/formation de tous les jeunes (y compris avec des obligations de formation) ? Dans tous les cas la République doit montrer qu'elle est capable de ramener ces jeunes qui les attaquent dans son giron. Elle ne peut pas se contenter de l'exclusion ou la répression.

- D) *Une initiative sur l'égalité (laquelle ?) conséquence de la citoyenneté et réassurance envers ceux qui se sentiront stigmatisés ou exclus.* Des gestes symboliques en direction des Français de confession musulmane seront certainement indispensables : la République doit s'afficher à leurs côtés, pour montrer qu'ils sont dans la République. Nous pouvons dire que *ce que recherche les terroristes, c'est précisément que des Français s'en prennent aux musulmans de France.* Il faudra également travailler sur toutes les marges fragilisées, pour les réintégrer avant qu'elles ne soient rejetées (ou qu'elles se rejettent elles-mêmes).

- E) *Un geste sur le mode de vie, peut-être le spectacle / cinéma.* Montrer que nous ne changerons pas nos habitudes, bien au contraire, qu'un cinéma ou un concert ne sera jamais pour nous une « fête de la perversité » comme le voudrait Daesh, et que nous continuerons à vivre comme nous vivons, en accordant même davantage de moyen à cette culture qu'ils prennent pour cible.

D'autres domaines pourraient sans doute être couverts. En tout état de cause un plan d'action large est nécessaire pour montrer qu'au moment où les Français ont peur (« va-t-on vers le chaos inéluctable ? »), il y a une autre façon de réagir que d'exclure simplement ceux qui sont vus comme « moins Français ».

- F) Enfin une partie de ces attentes sont les mêmes qu'en janvier (la capacité de la République à fabriquer de la citoyenneté, à trouver une place de l'islam, à assurer la sécurité et la loi...) : nous devons donc *rendre des comptes sur ce que nous avons entrepris, en expliquant pourquoi cela prend du temps de « recoudre » et « renforcer » la société.*

4. Sur le positionnement politique :

- Les demandes de l'opinion de faire preuve *d'unité, de responsabilité et de patriotisme*, même si elles sont moins fortes qu'en janvier, restent des points d'appuis. Elles peuvent nous permettre de garder le plus possible de hauteur, et de refuser d'entrer dans la moindre polémique politicienne.
- Nous pourrions *définir 2 ou 3 mots (concorde, fermeté, respect ?) soulignant la différence avec la vision populiste*. Les terroristes cherchent à importer la peur et la division au sein de notre société, déchaîner les haines des uns contre les autres ; les solutions fermes et républicaines se trouveront toujours dans le respect et la concorde.
- L'unanimité impossible (et les difficultés de la droite à garder une cohérence) ne devrait pas nous empêcher de *faire le récit du sursaut collectif que l'opinion attend depuis longtemps*. Une partie de la classe politique est capable de faire passer le pragmatisme avant l'idéologie ; de dépasser les clivages lorsqu'il s'agit de préserver l'essentiel (sans rien renier de ses différences sur les autres sujets) ; d'adopter de *nouvelles pratiques politiques plus dignes, plus respectueuses et plus efficaces*.
- *Il faudra assez vite penser le temps moyen ou long*. L'opinion sera moins patiente qu'en janvier, et l'effet déceptif que « rien n'a encore changé » après un choc de cet ampleur pourrait arriver plus tôt (et être plus brutal). Mais les Français ont aussi parfaitement conscience de l'ampleur de la tâche. L'essentiel sera donc de *montrer que la « reconquête républicaine » est bien engagée (même s'il n'y a pas de baguette magique) car cadré dans un processus qui inspire confiance et garantit sa pérennité*.
Plutôt que des schémas bi-partisans ou institutionnels qui buteront sur la droite, pourquoi ne pas reprendre l'idée « d'Etats généraux » de la citoyenneté (sous forme de conférences de consensus citoyennes ?), pilotés par une personnalité (Haut-Commissaire ?) respectée à droite comme à gauche, avec une échéance précise (9 mois ? 1 an ?) et un mandat cadré (renforcer les outils de la citoyenneté, les moyens d'assurer le respect des valeurs de la République, les termes d'un nouveau contrat civique) ? Si le processus est suffisamment crédible, il pourrait gérer les attentes de l'opinion, éviter les effets déceptifs, et préempter des termes acceptables du débat identitaire lors des présidentielles.
- *Les régionales* poseront une difficulté. Comme en janvier, il faudra sans doute plusieurs semaines pour que les émotions retombent et les polémiques s'effacent. La question de l'investissement dans les régionales va être difficile à gérer (davantage pour le PM que pour le PR). Comment revenir aux sujets de la vie normale ? Les propos seulement politiques (et les exploitations) sont rejetés : *il sera très difficile de replonger dans la campagne dans une ou deux semaines*, ce sera vu comme trop décalé, soulèvera les reproches de gaspiller du temps (meetings etc.) au lieu de s'occuper de la sécurité des Français.
- Enfin *les évolutions du paysage intellectuel seront à surveiller*. Les attentats de janvier avaient accélérés les fissures du champ idéologique. Des intellectuels de gauche qui se retrouvent dans des eaux proches des polémistes réactionnaires et une extrême gauche qui a fait sécession ; les intellectuels de droite qui se fracturent en une partie se constituant en pôle réactionnaire affirmé, une autre se rapprochant idéologiquement de la gauche de gouvernement. Ce nouvel attentat pourrait contribuer à poursuivre cette recomposition idéologique.